

AGENCE DE L'EAU ARTOIS - PICARDIE
(Établissement Public de l'État – Ministère de la transition écologique)



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(C.C.A.P.)

Procédure de passation du marché :

Marché à Procédure Adaptée

Articles L. 2123-1, L. 2125-1-1°, R. 2113-2, R. 2123-1 3°, R. 2123-2, R. 2131-12 et R. 2131-18, R. 2162-2§2, R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la commande publique

Réf. : 25-M.A.I-02

Le présent cahier des clauses administratives particulières comporte 26 feuillets

Pouvoir Adjudicateur :

AGENCE DE L'EAU ARTOIS - PICARDIE

200, rue Marceline - Centre Tertiaire de l'Arsenal - BP 80818 - 59508 DOUAI Cedex

Tél. : 03.27.99.90.00 / Fax : 03.27.99.90.15

www.eau-artois-picardie.fr

SIRET : 185 911 781 00028

Objet du marché :

**Préparation et distribution des repas au restaurant de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie,
préparation et service de buffets à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.**

- ➔ Marché de services
- ➔ Code nomenclature : 68.0A – Restauration au restaurant de l'agence
- ➔ Classification CPV :
 - 55321000 - Services de préparation de repas
 - 55523000 - Services traiteurs pour autres entreprises et institutions

PLAN DÉTAILLÉ DU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ARTICLE 1 - OBJET ET DURÉE DE L'ACCORD-CADRE.....	4
1.1 - Objet de l'accord-cadre	4
1.2 - Nature de l'accord-cadre	4
1.3 - Caractéristiques principales de l'accord-cadre.....	4
1.4 - Durée de l'accord-cadre	4
1.5 - Groupement d'opérateurs économiques et sous-traitance	5
1.6 - Compléments à apporter au Cahier des Clauses Administratives Particulières et au Cahier des Clauses Techniques Particulières.....	6
1.7 - Délai de validité des offres	6
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
ARTICLE 3 - DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL, CONFIDENTIALITÉ	8
3.1 - Protection des données à caractère personnel.....	8
3.2 – Obligation de confidentialité	9
ARTICLE 4 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE SOUS-TRAITANCE	9
ARTICLE 5 - ASSURANCE	10
ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXÉCUTION ET DE LIVRAISON	11
6.1 - Lieu de d'exécution et de livraison	11
6.2 – Conditions d'exécution et délais de réalisation	11
6.3 – Vérification de conformité des prestations	12
ARTICLE 7 - AVANCE ET ACOMPTES.....	12
ARTICLE 8 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX.....	13
8.1 - Offre de prix	13
8.2 - Nature des prix	13
8.2.1 – Prix des repas des usagers (Menus travail ou Paniers repas)	13
8.2.2 – Prix des repas commandés par l'Agence de l'Eau ou l'ADEME.....	14
8.2.3 – Prise en charge par l'Agence de l'Eau des coûts en personnel.....	14
8.2.4 – Prise en charge par l'Agence de l'Eau des coûts de fourniture des produits et consommables de nettoyage, de désinfection et d'entretien et frais généraux de gestion et de structure	14
8.3 - Révision des prix.....	14
8.4 - Contenu des prix	16
ARTICLE 9 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT	16
9.1 - Remise des factures	17
9.2 - Paiements.....	18

ARTICLE 10 - PÉNALITÉS DE RETARD	21
ARTICLE 11 – MODIFICATION DE L’ACCORD-CADRE EN CAS DE CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES ET/OU SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES	23
ARTICLE 12 - CLAUSE DE RÉEXAMEN	25
ARTICLE 13 - DÉROGATIONS	25
ARTICLE 14 - LITIGES	26

ARTICLE 1 - OBJET ET DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

1.1 - Objet de l'accord-cadre

Le présent marché a pour objet la préparation et la distribution des repas au restaurant de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, et la préparation et service de buffets à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

1.2 - Nature de l'accord-cadre

Le présent marché est soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (C.C.A.G-F.C.S) Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services NOR : ECOM2106868A – Publié au JORF du 1^{er} avril 2021.

Toutes les dispositions du C.C.A.G-F.C.S. qui ne sont ni complétées, ni modifiées, ni précisées par le présent C.C.A.P sont applicables à l'accord-cadre.

1.3 - Caractéristiques principales de l'accord-cadre

Le marché constitue un accord-cadre à bons de commande qui en fixe tous les termes et est conclu avec un seul opérateur économique (mono-attributaire).

Le présent marché est un marché ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques (*catégorie 7. Services d'hôtellerie et de restauration figurant dans l'avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques*) passé sous la forme d'un marché à procédure adaptée dans les conditions prévues aux articles L. 2123-1, R. 2123-1 3°, R. 2131-12 et R.2131-18 du Code de la commande publique.

Le présent marché est un marché global (marché unique en application de l'article L. 2113-10 du Code de la commande publique) : les prestations objet du marché sont indissociables.

Conformément à l'article R. 2162-4 2° du Code de la commande publique, le montant cumulé des commandes des prestations traitées à prix unitaires et à prix forfaitaires est fixé à 900 000€H.T maximum pour toute la durée du marché.

Les prestations feront l'objet de bons de commande conformément aux dispositions des articles R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les bons de commande sont notifiés, dans les conditions définies à l'article 1.8 « Forme des notifications et informations au titulaire » du présent cahier des clauses Administratives Particulières et à l'article 3.7 du C.C.A.G-F.C.S, par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant d'en accuser date de réception certaine.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. La durée de validité de l'accord-cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. La durée d'exécution des bons de commande notifiés pendant la durée de validité du présent accord-cadre, ne pourra dépasser la date limite d'exécution des prestations précisée sur chaque bon de commande.

1.4 - Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification, après visa du Contrôleur budgétaire près les Agences de l'eau.

La date de démarrage des prestations de service de repas interviendra le 21 novembre 2025, à charge pour le titulaire d'avoir préalablement réglé toutes les questions d'ordres matériels, de fournitures, de personnel, etc....

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an à compter du jour du démarrage des prestations de service de repas, c'est à dire à compter du 21 novembre 2025.

L'accord-cadre est reconductible trois fois tacitement par période d'un an.

Le titulaire ne dispose pas de la faculté de refuser la reconduction de l'accord-cadre.

1.5 - Groupement d'opérateurs économiques et sous-traitance

Conformément aux articles R. 2142-19 à R. 2142-24 du Code de la commande publique, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence, le candidat peut se présenter seul ou sous la forme d'un groupement (conjoint ou solidaire).

Les candidatures et offres sont présentées soit par l'ensemble des membres d'un groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement. Dans les deux formes de groupement (solidaire ou conjoint), l'un des membres du groupement, sera désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire, pour représenter l'ensemble des membres vis-à-vis de l'Agence de l'Eau et coordonner les prestations des membres du groupement.

Il est précisé qu'une « bourse à la co-traitance » est accessible aux soumissionnaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE). La bourse à la cotraitance est un outil de mise en relation pour faciliter la création de groupements momentanés d'entreprises (GME) de compétences et/ou de moyens. Les informations sur ce dispositif sont consultables via le lien ci-après :

https://www.marchespublics.gouv.fr/docs/outils-esr2017/place/Bourse_cotraitance_mode_emploi6.pdf

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plusieurs groupements pour cet accord-cadre.

En application de l'article R. 2142-21 du Code de la commande publique, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements : en cas de non-respect de ces dispositions la candidature individuelle sera éliminée, seule l'offre présentée en groupement sera admise.

En application de l'article R. 2142-24 du Code de la commande publique, dans l'hypothèse d'un groupement conjoint, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie impose après attribution de l'accord-cadre que le mandataire soit solidaire du groupement conjoint pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'Agence de l'Eau. Le choix du candidat quant à la forme de sa candidature sera clairement indiqué dans son mémoire technique.

Le cas échéant, et conformément à l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, chaque membre du groupement fournira les documents exigés dans la candidature ou le lien sur plate-forme numérique permettant à l'Agence de l'Eau d'accéder gratuitement auxdits documents.

En application des dispositions de l'article R. 2142-26 du Code de la commande publique, en cas d'opération de restructuration de société survenue entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché, notamment en cas de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, l'Agence de l'Eau acceptera d'examiner les candidatures, d'un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées, présentées par le titulaire en vue de continuer à participer à la procédure, qu'il soit titulaire unique ou en groupement.

L'Agence de l'Eau se prononcera sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation définies et fixées dans le règlement de la consultation.

La sous-traitance totale des prestations objet du présent accord-cadre est interdite, cependant le candidat est autorisé à recourir à la sous-traitance pour l'exécution de certaines parties du marché à condition d'avoir obtenu de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement conformément aux articles article R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique. Le cas échéant, chaque entreprise sous-traitante fournira les documents exigés dans la candidature ou le lien sur plate-forme numérique permettant à l'Agence de l'Eau d'accéder auxdits documents.

1.6 - Compléments à apporter au Cahier des Clauses Administratives Particulières et au Cahier des Clauses Techniques Particulières

Les opérateurs économiques n'ont pas à apporter de modifications au Cahier des Clauses Techniques Particulières et au Cahier des Clauses Administratives Particulières.

En application de l'article R. 2151-8 du Code de la commande publique : les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées et il n'est pas prévu de variante obligatoire.

❑ **Prestations similaires** : Selon le déroulement de l'exécution de l'accord-cadre, l'Agence de l'Eau pourra, le cas échéant, décider d'avoir recours à un marché négocié ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent accord-cadre en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique. Ce marché sera conclu sans publicité ni nouvelle mise en concurrence préalables.

❑ **Modification de l'accord-cadre** : L'accord-cadre peut être modifié dans les cas énumérés ci-après :

- ✎ Dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique ;
- ✎ En cas de difficultés liées à la survenance de circonstances exceptionnelles, **conformément** aux dispositions des articles L. 2711-1 à L. 2711-8 du Code de la commande publique ;
- ✎ En cas de circonstances imprévisibles affectant l'exécution de l'accord-cadre telles que décrites dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- ✎ Lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial de l'accord-cadre ;
- ✎ Par dérogation à l'article 23 du C.C.A.G-F.C.S, pendant l'exécution de l'accord-cadre, l'Agence peut prescrire au titulaire, par bon de commande, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose. Le bon de commande prescrivant ces prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'Agence au titulaire fixera les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions actées préalablement par voie d'avenant. Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

1.7 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres en page de garde du Règlement de la Consultation.

1.8 - Forme des notifications et informations au titulaire

En application des dispositions de l'article 3.1 du C.C.A.G-F.C.S, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique du titulaire et, le cas échéant, du sous-traitant.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, le titulaire et, le cas échéant, le sous-traitant sont réputés avoir reçu cette notification :

- ▶ à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique,
- ▶ ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G-F.C.S, l'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante ; en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

🕒 **L'acte d'engagement (formulaire ATTRI-1)**, sur lequel l'offre est établie conformément à la décomposition indiquée par le titulaire dans le bordereau des prix joint en annexe 1 à l'Acte d'Engagement et le cas échéant, la déclaration relative à la présentation d'un sous-traitant à l'aide de l'acte spécial (formulaire DC 4).

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie adressera un acte d'engagement (ATTRI-1) pré-rempli au candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre ainsi que le contrat de sous-traitance pour le traitement de données personnelles (modèle de contrat joint en annexe A). L'attributaire devra vérifier que son offre est intégralement reportée conformément à la décomposition indiquée dans le bordereau des prix unitaires joint en annexe 1 à l'Acte d'Engagement (Bordereau de Prix).

Le cas échéant en cas de déclaration relative à la présentation d'un sous-traitant à l'aide de l'acte spécial (formulaire DC 4) au stade de l'offre, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie adressera au candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre le **formulaire de signature de l'acte spécial présenté au stade du dépôt de l'offre (formulaire ATTRI-2)**. Celui-ci devra le retourner à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie au plus vite avant la notification de l'accord-cadre.

L'attributaire devra signer **le formulaire ATTRI-1 ainsi que le contrat de sous-traitance pour le traitement de données personnelles** avant notification **par voie électronique : au moyen d'un certificat de signature électronique valide par la personne ayant pouvoir pour engager l'entreprise ; ou de façon manuscrite par la personne ayant pouvoir pour engager l'entreprise ;**

En signant l'acte d'engagement (formulaire ATTRI-1), le candidat consent formellement aux clauses des documents constitutifs du présent accord-cadre :

- Le bordereau des prix unitaires joint en annexe 1 à l'Acte d'Engagement, valant annexe à l'acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- Les annexes techniques :
 - ❖ l'annexe 2 : Récapitulatif du nombre de repas de 2010 à 2024,
 - ❖ l'annexe 3 : Liste indicative du Matériel et Fourniture de cuisine en mai 2025,
 - ❖ l'annexe 4 : Liste des personnels en place en mai 2025,
 - ❖ l'annexe 5 : Plan des locaux : cuisine, espaces de stockage et techniques, bureau et salles de réception du restaurant,
 - ❖ l'annexe 6¹ : Engagements du candidat et reportages périodiques de données relativement à la performance en termes de durabilité et de qualité, de l'activité de restauration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

¹Cf. contenu du mémoire technique article 3 (point 1.B - l'organisation matérielle) du règlement de la consultation.

- Le mémoire technique attestant la qualité technique de l'offre présentée et des autres éléments d'appréciation de l'offre, tel que décrit à articles 3 et 10 du Règlement de la Consultation ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services NOR : ECOM2106868A – Publié au JORF du 1^{er} avril 2021) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- L'annexe A - contrat de sous-traitance pour le traitement de données personnelles.

Toute clause limitative de responsabilité du titulaire, portée dans les documents établis par le titulaire (et notamment les conditions générales de vente du titulaire), ou modifiant les clauses des C.C.A.P et C.C.T.P ou contraire à la réglementation applicable au présent accord-cadre est réputée non écrite. Les exemplaires des documents contractuels conservés par l'Agence de l'Eau font seuls foi en cas de litiges.

ARTICLE 3 - DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL, CONFIDENTIALITÉ

3.1 - Protection des données à caractère personnel

Le titulaire et l'Agence de l'Eau Artois-Picardie (les parties) sont tenus au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel mis en œuvre aux fins de l'exécution de l'accord-cadre dans les conditions définies à l'article 5.2 du C.C.A.G-F.C.S.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire de l'accord-cadre s'engage à effectuer pour le compte de l'Agence les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Ces obligations s'appliquent aux cotraitants et sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

Pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, un contrat de sous-traitance pour le traitement des données à caractère personnel, mis en œuvre par le titulaire, sera établi selon le modèle joint en annexe A.

Ce contrat a pour objet de définir les obligations respectives des parties en matière de protection des données à caractère personnel et précisera :

- ▶ la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées de l'Agence de l'Eau ;
- ▶ les obligations de l'Agence et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier, l'obligation pour le titulaire d'informer l'Agence de l'Eau de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- ▶ les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;

- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution de l'accord-cadre.

Ce contrat de sous-traitance pour le traitement de données à caractère personnel, devra être intégralement complété et signé par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'Agence pourra résilier le marché pour faute en application des dispositions de l'article 41.1 point j du C.C.A.G-F.C.S.

3.2 – Obligation de confidentialité

Le titulaire et l'Agence de l'Eau qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel tel que définie à l'article 5.1.2 du C.C.A.G-F.C.S, sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. L'Agence de l'Eau et le titulaire ne peuvent demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'ils ont eux-mêmes rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le titulaire s'engage à conserver confidentiels et à ne pas divulguer les informations et documents de quelque nature que ce soit, relatifs au fonctionnement de l'Agence de l'Eau ou à ses agents qu'il aurait pu recueillir, obtenir ou dont il aurait pu avoir connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Le titulaire se porte garant du respect par ses agents ou les tiers travaillant pour son compte, du présent engagement de confidentialité.

En cas de non-respect de cette obligation, le titulaire encourt les sanctions prévues par la loi 78.17 du 6 janvier 1978 modifiée, ainsi que la résiliation pure et simple du marché aux torts du titulaire, sans qu'il puisse prétendre au versement d'une quelconque indemnité.

Cet engagement ne concerne pas les informations et documents que le titulaire aurait pu obtenir ou connaître en dehors du cadre de son intervention, et qui auraient été portés à la connaissance du public sans aucune intervention de sa part.

En revanche, le regroupement de ces informations, leur mise en forme ou leur analyse rentre dans le champ de l'engagement.

En cas de manquement aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité, l'Agence pourra résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire dans les conditions prévues à l'article 32.1 point j du C.C.A.G F.C.S.

ARTICLE 4 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE SOUS-TRAITANCE

En application des dispositions de l'article 3.6 du C.C.A.G-F.C.S, ainsi que des articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du Code de la commande publique, le titulaire a la possibilité de sous-traiter l'exécution d'une partie de l'accord-cadre sous réserve de l'acceptation de la totalité des sous-traitants par l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et de l'agrément, par elle, des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre est interdite.

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat fournit à l'Agence de l'Eau une déclaration mentionnant l'ensemble des informations listées à l'article R. 2193-1 du Code de la commande publique.

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la notification de l'accord-cadre, le titulaire remet à l'Agence de l'Eau contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés à l'article R. 2193-1 du Code de la commande publique complété des renseignements listés au paragraphe 2 de l'article R. 2193-3 du Code de la commande publique.

Les sous-traitants sont soumis aux mêmes obligations de déclaration que le titulaire et présentent dans les mêmes conditions que lui une documentation de présentation et de justification de la prestation dont il a la charge et ses moyens de mise en œuvre.

Le titulaire de l'accord-cadre demeure personnellement responsable de l'exécution des obligations de l'accord-cadre.

Le titulaire est tenu de signaler à l'Agence toute modification concernant l'étendue des prestations sous-traitées. Toute modification dans la répartition des prestations entre le titulaire et les sous-traitants payés directement exige la modification de la déclaration de sous-traitance initiale annexée à l'offre ou de l'acte spécial.

Ce signalement interviendra par la transmission de l'acte spécial modificatif par le titulaire de l'accord-cadre, après le dépôt de son offre, en vue de modifier une déclaration de sous-traitance annexée à l'offre ou un acte spécial présenté en cours d'exécution d'un marché. Cette déclaration constitue un acte spécial modificatif qui remplace et annule la déclaration de sous-traitance antérieure. Cette dernière doit être précisément identifiée dans la rubrique correspondante.

ARTICLE 5 - ASSURANCE

Par dérogation à l'article 9 du C.C.A.G-F.C.S, dans un délai de quinze jours à compter de la date d'émission du courrier d'information du représentant du pouvoir adjudicateur et avant tout commencement d'exécution, candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre devra justifier qu'il est titulaire et couvert par une police de responsabilité civile professionnelle en cours de validité, en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil, en cours de validité. Ce contrat doit le garantir, en vertu des articles 1240 et suivants du Code civil, contre les conséquences pécuniaires de l'engagement de sa responsabilité civile pouvant résulter :

- des dommages corporels ou matériels subis par des tiers ou l'Agence de l'eau Artois-Picardie à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre, que ce soit de son propre fait ou de celui de ses préposés ;
- des dommages subis par le personnel salarié du titulaire ou toute personne sous la responsabilité de celui-ci dans l'activité nécessitée par l'exécution de l'accord-cadre, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes, y compris le sous-traitant agréé ;
- des dommages subis par le matériel ou les produits utilisés ;
- des dommages subis du fait des prestations exécutées ou du fait d'un événement engageant la responsabilité du titulaire ;
- d'intoxication alimentaire.

En cas d'absence de couverture insuffisante ou de résiliation de la ou des polices souscrites, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie exigera de la part du titulaire la souscription d'une nouvelle assurance ou d'une assurance complémentaire.

Dans le cas où après mise en demeure, le titulaire ne serait pas en mesure de satisfaire à cette demande, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie se réserve le droit de résilier l'accord-cadre.

ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXÉCUTION ET DE LIVRAISON

6.1 - Lieu de d'exécution et de livraison

Agence de l'Eau Artois-Picardie
200 rue Marceline - Centre Tertiaire de l'Arsenal - BP 80818 - 59508 Douai Cedex

6.2 – Conditions d'exécution et délais de réalisation

La prestation devra être exécutée suivant les modalités définies dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et le Cahier des Clauses Techniques Particulières. Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces contractuelles désignées à l'article 2 du présent C.C.A.P, lors de la remise de l'offre du titulaire puis durant l'exécution du marché, n'est admise.

Le titulaire prendra dès la notification du marché, toutes les dispositions nécessaires tant en termes d'hygiène, que de mise en place technique et administrative, afin que ses prestations de réalisation et de service de repas soient opérationnelles au jour du démarrage des prestations quotidiennes, c'est à dire à compter du 21 novembre 2025.

Pour les prestations à bons de commandes : à chaque réception des bons de commande pour les menus travail ou paniers repas, prestige et service de buffets, type cocktails, collations et petits-déjeuners le titulaire du présent marché effectuera la prestation dans les délais indiqués par le bon de commande.

Les prestations donnent lieu à des bons de commande.

Ces bons de commande comporteront, outre les mentions précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières :

- ✚ La référence de l'accord-cadre,
- ✚ La date et le numéro de la commande,
- ✚ Le nom et la raison sociale du titulaire,
- ✚ La désignation de la (des) prestation(s) commandée(s) et, éventuellement, les conditions particulières ;
- ✚ Les quantités ;
- ✚ Le délai (ou date) d'exécution ;
- ✚ Le montant des prestations.

Les bons de commande seront adressés au titulaire dans les conditions définies à l'article 1.8 « Forme des notifications et informations au titulaire » du présent C.C.A.P et à l'article 3.7 du C.C.A.G-F.C.S par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant d'en accuser date de réception certaine. Ils sont signés par le Directeur Général de l'Agence de l'Eau ou tout responsable ayant expressément reçu une délégation de signature.

Le titulaire est réputé accepter l'usage du courrier électronique pour la transmission des commandes. À ce titre, la personne physique ayant qualité pour représenter (interlocuteur unique) le titulaire vis-à-vis de l'Agence de l'Eau pour l'exécution du contrat, devra, préalablement, avoir communiqué à l'Agence de l'Eau, son adresse électronique. Tout changement d'adresse électronique devra faire l'objet d'une information dûment notifiée à l'Agence de l'Eau.

Le titulaire s'engage à retourner l'accusé de réception d'acceptation de la commande dans le délai d'un jour ouvré à l'émetteur de la commande par courriel. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception dans les délais, l'échange sera relancé jusqu'à deux fois.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, le titulaire et, le cas échéant, le sous-traitant sont réputés avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, **ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur**, à l'issue de ce délai.

Le délai d'exécution du bon de commande court à compter de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente.

Conformément aux dispositions de l'article 13.3.4 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et Services : Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Si les délais ne peuvent être respectés du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le Titulaire doit, par dérogation à l'article 13.3.2 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et Services, **dès qu'il en a connaissance**, avvertir l'Agence de l'Eau Artois-Picardie par télécopie ou courriel confirmé par lettre recommandée avec avis de réception.

En application des dispositions de l'article L. 2711-7 du Code de la commande publique, en cas de survenance de circonstances exceptionnelles, lorsque le titulaire ne peut pas respecter le délai d'exécution d'une ou de plusieurs obligations de l'accord-cadre ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur le titulaire une charge manifestement excessive, ce délai est prolongé d'une durée équivalente à la période de non-respect du délai d'exécution résultant directement des circonstances exceptionnelles, à la demande du titulaire présentée avant l'expiration du délai contractuel et avant l'expiration de la période de circonstances exceptionnelles.

De nouveaux délais seront fixés d'un commun accord entre les parties, et l'Agence avertira le titulaire de sa décision sur le report de délai. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Si un retard est imputable au titulaire, celui-ci encourt sans mise en demeure préalable les pénalités conformément aux dispositions de l'article 10 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

6.3 – Vérification de conformité des prestations

Les prestations faisant l'objet l'accord-cadre sont soumises à des vérifications, destinées à constater qu'elles répondent aux clauses particulières du C.C.T.P. Ces vérifications sont effectuées par le service émetteur du bon de commande. En cas de manquement, une pénalité sera prononcée comme indiqué à l'article 10 du présent C.C.A.P.

ARTICLE 7 - AVANCE ET ACOMPTES

➤ **Avance** : Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance sera effectué avant tout commencement d'exécution selon les modalités stipulées ci-après :

Sous réserve du respect des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000€ H.T et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Le taux de l'avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance est porté à 20% lorsque le titulaire de l'accord-cadre ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée de l'accord-cadre, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique. Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois.

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65% du montant T.T.C de l'accord-cadre. Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant T.T.C des prestations de l'accord-cadre.

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitant).

➤ Acomptes : il est fait application des dispositions des articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique. Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes.

Le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Le titulaire devra produire un décompte indiquant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre et précisant les éléments permettant de déterminer les dites sommes. Ce décompte devra être conforme à la décomposition des prix détaillée de chaque poste fourni à l'appui de son offre.

Les opérations effectuées par le titulaire qui donnent lieu à versement d'acomptes seront constatées par un écrit de l'Agence de l'Eau attestant de l'admission des prestations (constat du service fait).

Les acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois. Sur demande expresse du titulaire de l'accord-cadre, la périodicité du versement des acomptes peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du Code de la commande publique.

Lorsque le titulaire de l'accord-cadre est une petite ou moyenne entreprise, ce délai est ramené à un mois.

➤ Retenue de garantie : aucune retenue de garantie ne sera appliquée au titulaire dans le cadre du présent accord-cadre.

ARTICLE 8 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

8.1 - Offre de prix

L'Agence de l'Eau ARTOIS-PICARDIE souhaite que les prix soient exprimés uniquement dans l'unité monétaire qui est l'EURO (€).

L'opérateur économique remplit intégralement le bordereau de prix.

8.2 - Nature des prix

8.2.1 – Prix des repas des usagers (Menus travail ou Paniers repas)

Le marché est traité à prix unitaires en ce qui concerne les prestations relatives au menu travail des usagers : les prix unitaires figurant dans le bordereau de prix joint en annexe 1 à l'acte d'engagement, seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Ces coûts seront pris en charge par les usagers, hormis éventuelles parts patronales prises respectivement en charge par l'Agence de l'Eau ou l'ADEME pour leurs propres agents.

Pour ces repas où une part patronale est appliquée, une partie du prix du repas de certains agents sera réglée par l'Agence de l'Eau ou l'ADEME dans le cadre de la facturation mensuelle du titulaire (la facturation détaillera ce point et le titulaire produira obligatoirement en annexe un document récapitulatif des nombres de repas) : il s'agit de la part patronale (dont le montant est révisé annuellement et dont peuvent bénéficier certaines catégories d'agents de l'Agence de l'Eau ou de l'ADEME), voire même d'une participation aux frais, qui seront versées directement au titulaire en fonction du nombre de repas fournis et consommés par les agents conformément à l'état des ventes.

L'Agence de l'Eau et l'ADEME remettront chaque mois au titulaire la liste actualisée des agents pouvant accéder au repas à tarifs bonifiés. L'autre partie du prix du repas des agents sera réglée directement au titulaire par l'agent bénéficiaire de la prestation lors de la prise de son repas (cf. article 9 du présent C.C.A.P.).

8.2.2 – Prix des repas commandés par l'Agence de l'Eau ou l'ADEME

Ces coûts seront pris respectivement en charge pour ce qu'elles auront effectivement commandé, par l'Agence de l'Eau ou l'ADEME.

Les prix seront réglés aux prix unitaires figurant dans le bordereau des prix concernant les menus travail ou paniers repas, menus affaire et menus prestige, et cafés d'accueil commandés conformément à la décomposition indiquée dans le bordereau de prix par le titulaire à l'appui de sa soumission.

Les prix unitaires figurant dans le bordereau des prix joint en annexe 1 à l'Acte d'engagement, seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

8.2.3 – Prise en charge par l'Agence de l'Eau des coûts en personnel

Ces coûts seront pris en charge par l'Agence de l'Eau.

Concernant le Chef gérant – Cuisinier, l'Aide Cuisinier et éventuels autres personnels affectés en cuisine, la prestation est traitée à prix unitaire par heures et jours travaillés pour les jours et horaires normaux d'ouverture du restaurant.

Concernant le(s) Serveur(s) (ses) et Plongeur (se (s)), la prestation est traitée à prix unitaire par heures travaillées que ce soit pour les jours et horaires normaux d'ouverture du restaurant.

Les prix unitaires figurant dans le bordereau des prix joint en annexe financière n°1 à l'Acte d'engagement, seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

8.2.4 – Prise en charge par l'Agence de l'Eau des coûts de fourniture des produits et consommables de nettoyage, de désinfection et d'entretien et frais généraux de gestion et de structure

Ces coûts seront pris en charge par l'Agence de l'Eau : ces coûts sont réglés à prix forfaitaire (Cf. bordereau des prix joint en annexe financière N°1).

8.3 - Révision des prix

Les prix sont fermes la 1^{ère} année du marché

Les prix sont révisibles dans les conditions fixées ci-dessous et conformément aux dispositions prévues à l'article R.2112-13 du Code de la commande publique.

Le titulaire devra transmettre sa demande au plus tard 15 jours avant la date anniversaire de l'accord-cadre, en détaillant le calcul de révision de prix, avec l'indice et ses valeurs, ainsi que la grille tarifaire révisée.

Dès notification par l'Agence, la révision sera appliquée le 1^{er} jour du mois suivant.

Le mois d'établissement des prix, appelé « mois zéro » est celui de la remise des offres.

L'indice de référence sera celui du mois de la date limite de remise des offres du marché, les prix seront révisés annuellement, calculés à la date anniversaire de la notification, selon les formules suivantes :

• Formule de révision pour le prix des repas :

Les prix seront révisés en fonction de l'évolution de l'indice IPC : dernière valeur connue de l'indice mensuel des prix à la consommation – IPC – Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 11.1.2–Cantines / Identifiant : n°001763786. Cet indice est publié sur le site internet de l'INSEE.

Le prix P est obtenu en appliquant la formule suivante :

$$P = P_0 \frac{(IPC_1)}{IPC_0}$$

La signification des symboles utilisés est la suivante :

- P : Prix révisé à la date de révision de prix
- P₀ : Prix aux conditions initiales du marché
- IPC₀ : Valeur de l'indice au mois de la notification du marché
- IPC₁ : Valeur de l'indice au mois de la révision

• Formule de révision pour les tarifs de mise à disposition du personnel et pour les tarifs spécifiques et de personnel supplémentaire affecté à la réalisation des tâches de prévention des risques de covid-19 :

Les prix seront révisés en fonction de l'évolution de l'indice ICHT-I : dernière valeur connue de l'indice mensuel de coût horaire du travail, tous salariés, dans l'hébergement et la restauration salaires et charges compris. Cet indice est publié sur le site internet du Moniteur.

Le prix P est obtenu en appliquant la formule suivante :

$$P = P_0 \frac{(ICHT-I_1)}{ICHT-I_0}$$

La signification des symboles utilisés est la suivante :

- P : Prix révisé à la date de révision de prix
- P₀ : Prix aux conditions initiales du marché
- ICHT-I₀ : Valeur de l'indice au mois de la date limite de remise des offres du marché
- ICHT-I₁ : Valeur de l'indice au mois de la révision

• Formule de révision pour les tarifs de fourniture des produits et consommables de nettoyage, de désinfection et d'entretien :

Les prix seront révisés en fonction de l'évolution de l'indice IPPI : dernière valeur connue de l'indice mensuel de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 20.41 – Savons, détergents et produits d'entretien Identifiant : n°010764147. Cet indice est publié sur le site internet de l'INSEE.

Le prix P est obtenu en appliquant la formule suivante :

$$P = P_0 \frac{(IPPI_1)}{IPPI_0}$$

La signification des symboles utilisés est la suivante :

- P : Prix révisé à la date de révision de prix
- P₀ : Prix aux conditions initiales du marché
- IPPI₀ : Valeur de l'indice au mois de la date limite de remise des offres du marché
- IPPI₁ : Valeur de l'indice au mois de la révision

• Formule de révision pour les frais généraux de gestion et de structure :

Les prix seront révisés en fonction de l'évolution de l'indice FSD3 : dernière valeur connue de l'indice mensuel de prix Frais et services divers - modèle de référence n°3. Cet indice est publié sur le site internet du Moniteur.

Le prix P est obtenu en appliquant la formule suivante :

$$P = P_0 \frac{(FSD3_1)}{FSD3_0}$$

La signification des symboles utilisés est la suivante :

- P : Prix révisé à la date de révision de prix
- P_0 : Prix aux conditions initiales du marché
- $FSD3_0$: Valeur de l'indice au mois de la date limite de remise des offres du marché
- $FSD3_1$: Valeur de l'indice au mois de la révision

Si le titulaire ne propose pas de révision de prix, il sera alors appliqué les tarifs de la précédente période. Si le titulaire propose une révision de prix à une date postérieure à la date anniversaire du marché, celle-ci prendra effet le 1^{er} jour du mois suivant son acceptation par l'Agence, sans effet rétroactif.

Seuls les indices définitifs seront acceptés.

Lors de la mise en œuvre de la révision des prix, telle que décrite ci-dessus, il est à préciser que les calculs comporteront deux décimales après la virgule.

8.4 - Contenu des prix

Les prix seront réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Les prix, décomposés par le titulaire au sein des différents bordereaux de prix comprennent notamment l'ensemble des frais suivants relatifs à la réalisation et la bonne exécution des prestations :

- ✦ les frais afférents à la réalisation des prestations,
- ✦ tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations,
- ✦ le suivi contractuel,
- ✦ l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux de livraison.

La T.V.A. est le taux en vigueur au jour de la réalisation des prestations.

ARTICLE 9 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Le règlement des sommes dues par l'Agence au titre du présent accord-cadre s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique.

Les demandes de paiement feront l'objet de factures établies par le titulaire.

Le cas échéant, en cas de groupement et/ou de sous-traitance, le titulaire indiquera ce qui doit être réglé respectivement au mandataire, à ses cotraitants et à ses sous-traitants éventuels.

En application de l'article 11.5.1 du C.C.A.G-F.C.S, les demandes de paiements interviennent au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent. Le paiement est effectué après certification du service fait par l'Agence de l'Eau.

- Règlement pour les menus travail ou paniers repas auprès des usagers :

Hormis le règlement des parts patronales des repas servis à certains agents qui seront réglées respectivement par l'Agence de l'Eau ou l'ADEME, le titulaire perçoit directement auprès des usagers le règlement des repas via la badgeuse permettant la délivrance des plateaux : le règlement des prestations sera débité sur un compte préalablement crédité par chaque usager lors du rechargement de son badge.

Le montant des parts patronales dues au titre des repas servis à certains agents sera réglé mensuellement sur présentation de facture pour chaque Établissement (Agence de l'Eau et ADEME) et production obligatoire en annexe d'un document récapitulatif des nombres de repas.

Le titulaire a la responsabilité de la gestion des comptes individuels des usagers, et des encaissements, il supporte les frais d'encaissement et les impayés.

À l'issue du marché, le titulaire remboursera obligatoirement chaque client, du montant de crédit lui restant sur son badge.

- Règlement pour les menus : travail, paniers repas, affaire et prestige et cafés d'accueil commandés par l'Agence de l'Eau :

Les demandes de règlement se feront par facture mensuelle correspondant au bon de commande après réalisation effective des prestations.

- Règlement pour les frais de personnels :

Les demandes de règlement se feront par facture mensuelle, après réalisation des prestations, correspondant aux prestations réellement exécutées.

- Règlement pour les frais de fourniture des produits et consommables de nettoyage, de désinfection et d'entretien et frais généraux de gestion et de structure :

Les demandes de règlement se feront par facture mensuelle, après réalisation des prestations du mois écoulé.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

9.1 - Remise des factures

Les factures sont transmises obligatoirement sous format dématérialisé. Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr>.

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers <https://api.gouv.fr/les-api/chorus-pro>. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> / rubrique « nous contacter ».

En cas de première mise en place de la facturation électronique et dans le respect de l'obligation de transmission des factures par voie dématérialisée telle que précisée à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire dispose d'un délai maximum de

trois mois, à compter de la notification, pour être opérationnel dans la mise en œuvre de la facturation par voie dématérialisée.

Durant ce délai, le titulaire peut remettre une facture papier. Passé ce délai, en cas de difficultés avérées dans la mise en place de la facturation électronique lors de l'exécution de l'accord-cadre, et sur demande expresse du titulaire justifiant des difficultés rencontrées, le titulaire peut remettre une facture papier dans le délai provisoire qui lui a été accordé.

Durant ce délai, le titulaire remet une facture papier envoyée en un seul original à l'adresse renseignée ci-dessous. Les factures sont établies en un seul original et envoyées à l'adresse suivante :

AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE
200, rue Marceline - Centre Tertiaire de l'Arsenal - BP 80818 - 59508 DOUAI CEDEX

Les factures devront comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET de l'Agence de l'Eau : 185 911 781 00028,
- le code service ou engagement juridique de l'Agence de l'Eau : communiqué au démarrage de l'accord-cadre,
- le numéro d'engagement ou de référence du bon de commande.

Les décomptes, factures ou mémoires afférents au paiement porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement),
- la référence de l'accord-cadre ;
- Le numéro d'engagement juridique ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- la date effective d'exécution des services ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le numéro du bon de commande ;
- les modalités particulières de règlement ;
- les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

9.2 - Paiements

Le paiement interviendra lorsque l'Agence de l'Eau concernée a constaté que les prestations ont été réalisées, et qu'elles sont conformes à ses exigences.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est :

Madame la Directrice de l'Agence de l'Eau ARTOIS-PICARDIE
AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE
200, rue Marceline - Centre Tertiaire de l'Arsenal - BP 80818 - 59508 DOUAI CEDEX

Le comptable assignataire chargé du paiement est :

Madame l'Agent Comptable de l'Agence de l'Eau ARTOIS-PICARDIE
12 rue de l'Industrie – CS 80148 - 92416 COURBEVOIE

Les paiements sont effectués suivant les dispositions ci-après :

Conformément à l'article R. 2191-23 à R. 2191-25 du Code de la commande publique et aux dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats

de la commande publique, le titulaire remet à l'Agence de l'Eau dans le cadre de l'accord-cadre un décompte, une facture ou mémoire précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution de l'accord-cadre et donnant tous les éléments de détermination de ces sommes. Il joint, si nécessaire, les pièces justificatives, notamment les tarifs et barèmes appliqués.

Le délai maximum de paiement des sommes dues est fixé à 30 jours.

En cas de défaut de paiement du prix, du fait de l'Agence de l'Eau, dans les 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement conforme et après exécution des prestations, le dépassement de ce délai ouvre droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

En application des dispositions des articles 8 et 9 du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 susvisé :

- le taux de ces intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage,
- le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

9.3 - Paiements en cas de Cotraitance et/ou sous-traitance

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement prévoyant une répartition des paiements entre les membres du groupement solidaire et précisant les modalités de cette répartition.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12 du C.C.A.G-F.C.S.

En cas de sous-traitance bénéficiant du paiement direct, le **sous-traitant adresse sa demande de paiement**, libellée au nom de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, **au titulaire de l'accord-cadre**, soit sous pli recommandé avec accusé de réception, soit par dépôt contre récépissé.

Le titulaire dispose alors de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant, d'autre part, à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

Le sous-traitant adresse parallèlement à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie l'ensemble des documents qu'il a envoyé au titulaire, ainsi que la preuve de l'envoi au titulaire de ces documents, accompagnée de copies des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou pas réclamé.

À cet égard, il convient de bien distinguer la demande de paiement des factures elles-mêmes.

La demande de paiement doit être libellée, ainsi que l'indique les articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique, au nom de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie alors que les factures sont émises par le sous-traitant au nom du titulaire. **En aucun cas, le sous-traitant n'est habilité à émettre des factures à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.**

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai de paiement mentionné ci-après.

Ce délai court :

- soit à compter de la réception par l'Agence de l'Eau Artois-Picardie de l'accord même partiel du titulaire sur le paiement demandé,

- soit à compter de l'expiration du délai de 15 jours prévu ci-dessus, si pendant ce délai le titulaire ne s'est pas manifesté,
- soit à compter de la réception de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou pas réclamé.

L'Agence informe alors le titulaire des paiements qu'il effectue aux sous-traitants.

Si le sous-traitant intervient pour le compte d'un membre d'un groupement qui n'est pas le mandataire alors celui-ci est tenu de signer la demande de paiement ou de notifier son refus dans les conditions précisées ci-dessus via le mandataire.

ARTICLE 10 - PÉNALITÉS DE RETARD

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G-F.C.S, lorsque les obligations imposées par le marché, mentionnés dans les documents contractuels du présent accord-cadre ne sont pas respectées par le seul fait du titulaire (Sauf cas de force majeure, telle que définie par la jurisprudence administrative), celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, l'application des pénalités suivantes :

DÉSIGNATION DE LA PÉNALITÉ	MONTANT
Pénalités pour retard de service	Tout retard entraînant une perturbation dans le service de restauration sera sanctionné par une pénalité forfaitaire de 100 € par demi-heure de retard.
Pénalités relatives à la non-fourniture de service ou en cas de fourniture insuffisante	L'absence de fourniture de repas ou la fourniture de repas en nombre insuffisant, sous réserve de la responsabilité du prestataire, entraînera de plein droit, le prononcé d'une pénalité forfaitaire d'un montant égal à 500 € par constat. Au surplus, dans cette hypothèse, l'Agence de l'Eau pourra pourvoir aux besoins du service aux frais et risques de l'entreprise sans mise en demeure préalable.
Pénalités pour retard ou défaut de présentation ou non-fourniture des certificats ou factures justificatives ou rapports statistiques ou autres documents	Des pénalités forfaitaires d'un montant de 30 € par jour de retard pourront-être perçues en cas de non-production des certificats de provenance ou autres documents telles que factures d'achat destinées à connaître la provenance des produits servis, données relatives aux produits bio, labellisés, issus de l'agriculture de proximité, ..., pour non-fourniture des FDS et FT des produits d'entretien et de nettoyage utilisés, ...
Pénalités pour non-respect de gammes de produits, de niveau de prestations ou défaut de qualité	Si la gamme de produits livrée n'est pas conforme au niveau de commande (standard, intermédiaire, haut de gamme), le bénéficiaire pourra appliquer des pénalités. De même, si les prestations associées ne remplissent pas le niveau d'exigence souhaitée, le bénéficiaire pourra appliquer des pénalités. Les pénalités pour non-respect des prestations s'appliquent ainsi : <ul style="list-style-type: none"> • Quantité livrée non conforme à la quantité commandée : 5% du montant HT de la commande • Gamme ou prestations commandées non respectées : 10% HT de la commande • Saisonnalité des produits non respectée : 2% du montant HT de la commande
Pénalités liées au non-respect des considérations environnementales	Si le titulaire n'a pas transmis dans les deux semaines suivant l'échéance les éléments de reporting prévus au présent document, une pénalité de 100 € par jour de retard est appliquée (tableau de reporting (suivi des engagements du titulaire), bordereaux de suivi des déchets, tableau bilan des GES). Dans l'hypothèse où l'administration en a fait la demande, en cas de non-information des convives de la qualité environnementale des services proposés, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 €
Pénalités pour mauvais entretien des locaux et équipements	Pour chaque constat de mauvais entretien des locaux et/ou des équipements et indépendamment des dépenses liées à la remise en état du matériel, une pénalité fixée forfaitairement à 500 € pourra-être prononcée. Sans préjuger des frais de remise en état ou de remboursement ou de prise en charge de prestations permettant de palier provisoirement à ces états, qui seront à la charge exclusive du titulaire.

Pénalités pour tromperie sur les labels ou les certificats ou la qualité des denrées servies	Indépendamment de la transmission aux autorités administratives compétentes du dossier portant sur l'utilisation frauduleuse de labels ou de certificats, ou la tromperie sur l'une des exigences formulées dans le C.C.T.P, une pénalité forfaitaire de 200 € pourra être appliquée pour chaque manquement constaté.
Pénalités pour non-respect des obligations minimales d'approvisionnement en produits de qualité et durables et en produits issus de l'agriculture biologique fixés au marché	En cas de non-respect par le titulaire des obligations d'approvisionnement en produits de qualité et durables ou issus de l'agriculture biologique, une pénalité forfaitaire de 200 € pourra être appliquée pour chaque manquement constaté. Ces pénalités sont cumulatives et s'appliquent à chaque famille de produits concernée.
Pénalités pour non-respect des engagements et performances fixés par le titulaire dans son offre en termes de durabilité et de qualité	En cas de non-respect par le titulaire des engagements et performances qu'il s'est fixé dans son offre relativement à l'approvisionnement en produits de qualité et durables ou issus de l'agriculture biologique, en produits frais, en produits performants en matière de développement des approvisionnements directs et en produits issus du commerce équitable et issus de projets alimentaires territoriaux (PAT), une pénalité forfaitaire de 100 € pourra être appliquée pour chaque manquement constaté. Ces pénalités sont cumulatives et s'appliquent à chaque famille de produits concernée.
Pénalités pour défaut de personnel	<ul style="list-style-type: none"> • Une pénalité forfaitaire de 50 € par heure de retard : pour tout retard de l'un des personnels du titulaire par rapport aux horaires de travail établis par le titulaire dans son offre ; • Une pénalité forfaitaire de 500 € par jour d'absence de l'un des personnels du titulaire : pour toute absence au poste de travail non-remplacée par un personnel ayant au moins les mêmes compétences et qualifications.
Pénalités pour non-respect des Dates Limites de Consommation (DLC) et/ou pour non-respect des règles d'hygiène et de salubrité (HACCP)	Une pénalité forfaitaire de 500 € par manquement et/ou constat sera appliquée.
Pénalités pour absence et/ou non-tenu des réunions prévues au marché	Une pénalité forfaitaire de 100 € par manquement et/ou constat sera appliquée.
Pénalités pour non ex-exécution totale ou partielle de ses prestations ou obligations prévues au C.C.T.P	Une pénalité forfaitaire de 100 € par manquement et/ou constat sera appliquée.

Toute journée commencée est pénalisable. Ces pénalités pourront-être cumulatives.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G-F.C.S, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble de l'accord-cadre. Le montant des pénalités de retard sera déduit par l'Agence de l'Eau du montant du solde à verser ou à défaut lui seront facturées.

En application des dispositions de l'article L. 2711-8 du Code de la commande publique, en cas de survenance de circonstances exceptionnelles, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie d'un bon de commande ou de l'accord-cadre, notamment lorsqu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive :

1° Le titulaire ne peut pas être sanctionné, ni se voir appliquer les pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée pour ce motif ;

2° L'Agence pourra conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire ceux de ses besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'Agence.

L'exécution du marché de substitution ne peut être effectuée aux frais et risques du titulaire initial.

Modalités de calcul des pénalités de retard en cas de cotraitance : Dans le cas où le titulaire est un groupement momentané d'entreprises, pour lesquels le paiement est effectué sur des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les membres du groupement conformément aux indications données par le mandataire du groupement à l'Agence de l'Eau.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité de l'Agence de l'Eau concernée à l'égard des autres entrepreneurs.

Résiliation : Après signature de l'accord-cadre, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 à R. 2143-14 du Code de la commande publique et ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

L'Agence de l'Eau peut résilier l'accord-cadre dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la commande publique ; les conditions de résiliation en cours d'exécution de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du C.C.A.G-F.C.S (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général). Outre les cas de résiliation prévus au C.C.A.G-F.C.S, l'accord-cadre peut être résilié pour les motifs suivants : manquement grave et répété à l'engagement du respect des délais. Cette résiliation n'ouvre pas droit à indemnité.

ARTICLE 11 – MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE EN CAS DE CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES ET/OU SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES

11.1 - Circonstances exceptionnelles

En application des dispositions des articles L. 2711-1 à L. 2711-8 du Code de la commande publique, en cas de circonstances exceptionnelles affectant les modalités de passation ou les conditions d'exécution du présent accord-cadre, l'Agence de l'Eau se réserve la possibilité de mettre en œuvre tout ou partie des dispositions et mesures temporaires prévues par décret tendant à faire face à de telles circonstances exceptionnelles, et notamment :

- d'apporter en cours de procédure les adaptations nécessaires à la poursuite de la procédure, dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats ;

- de prolonger les délais de réception des candidatures et des offres d'une durée suffisante pour permettre aux opérateurs économiques de présenter leur candidature ou de soumissionner ;
- de modifier les modalités d'exécution des prestations du marché et notamment :
 - de prolonger la durée de l'accord-cadre au-delà de la durée mentionnée à l'article L. 2125-1 si son terme intervient pendant la période de circonstances exceptionnelles et que l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne peut être mise en œuvre. La durée de cette prolongation ne peut excéder la durée de la période de circonstances exceptionnelles, augmentée de la durée nécessaire à la remise en concurrence à l'issue de l'expiration de cette période ;
 - d'intégrer au marché de nouveaux besoins liés aux circonstances exceptionnelles ;
- de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire ceux de ses besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie d'un bon de commande ou de l'accord-cadre, notamment lorsqu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'Agence.

Ces dispositions sont applicables non seulement lorsqu'elles sont la conséquence des mesures prises par les autorités administratives compétentes dans le cadre de la gestion de la situation exceptionnelle (mesures de confinement, fermeture de bâtiments ...), mais aussi dès lors que des mesures sont mises en œuvre par l'Agence de l'Eau en vue de limiter voire de prévenir la propagation d'une situation de crise.

Toute modification fait l'objet d'une décision notifiée au titulaire et sera formalisée par avenant.

11.2 - Circonstances imprévisibles

En application des dispositions des articles R. 2194-3 à R. 2194-5 du Code de la commande publique, et en application des dispositions de l'article 24 du C.C.A.G – F.C.S, lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que l'Agence de l'Eau et le titulaire ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par l'autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de tout ou partie des prestations prévues dans le présent accord-cadre en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations peut être prononcée par l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, l'Agence de l'Eau et le titulaire conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, l'Agence de l'Eau et le titulaire conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter à l'accord-cadre et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements. Toute modification fait l'objet d'une décision notifiée au titulaire et sera formalisée par avenant.

À défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par l'accord-cadre et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du C.C.A.G – F.C.S.

Toute modification fait l'objet d'une décision notifiée au titulaire et sera formalisée par avenant.

ARTICLE 12 - CLAUSE DE RÉEXAMEN

En cas de circonstance imprévisible dans sa nature ou dans son ampleur (telle que définie à l'article 11.2 du présent C.C.A.P) et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, l'Agence de l'Eau et le titulaire examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, l'Agence de l'Eau et le titulaire conviennent, par voie d'avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

Il est tenu compte, notamment :

- ▶ des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- ▶ des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'Agence de l'Eau d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les indices utilisés pour la révision des prix de l'accord-cadre.

Les surcoûts pris en charge par l'Agence de l'Eau peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées à l'article 7 du présent C.C.A.P ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

ARTICLE 13 - DÉROGATIONS

- L'article 1.6 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, déroge à l'article 23 du C.C.A.G-F.C.S concernant la conclusion d'un avenant préalable à la passation des commandes de prestations supplémentaires ou modificatives.
- L'article 2 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G-F.C.S concernant l'ordre de priorité des pièces contractuelles.
- L'article 5 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge à l'article 9 du C.C.A.G-F.C.S, concernant les délais et modalités de transmission de l'attestation de souscription des polices d'assurance.
- L'article 6.2 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge à l'article 13.3.2 du C.C.A.G-F.C.S, concernant les délais de signalement relatifs à l'impossibilité de respecter les délais d'exécution.
- L'article 8.3 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge à l'article 10.2.4 du C.C.A.G-F.C.S, concernant la date d'établissement du prix initial.
- L'article 6.2 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge à l'article 13 du C.C.A.G-F.C.S, concernant les modalités de prolongation du délai d'exécution.
- L'article 10 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge à l'article 14 du C.C.A.G-F.C.S, concernant la formule applicable pour le calcul des pénalités de retard et l'exonération des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble de l'accord-cadre.

ARTICLE 14 - LITIGES

En cas de désaccord survenu au cours de l'exécution de l'accord-cadre concernant l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou relatif à l'exécution des prestations, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et le titulaire s'efforceront de le résoudre à l'amiable.

Le titulaire adressera à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées dans un délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu ; le non-respect du délai entraîne la forclusion de la réclamation.

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie disposera d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier la décision ; l'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En l'absence d'accord amiable, tout litige se rapportant au présent accord-cadre ressort de la compétence du Tribunal Administratif de Lille 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 Lille Cedex.

Tel : 03.59.54.23.42,

Fax : 03.59.54.24.45

Adresse courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr site internet : <http://lille.tribunal-administratif.fr/>

Greffe de l'éloignement : Télécopie : 03.59.54.24.24

Greffe des procédures d'urgence : Télécopie : 03.59.54.24.50

Les correspondances échangées et les documents demandés dans le cadre du présent accord-cadre sont rédigés obligatoirement en langue française.